

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 14/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIERE DE DESSENHEIM

chez Gravière des Elben
chemin de Dessenheim
68127 Oberhergheim

Références : 0006702793_2024_04_30_Grav.dessenheim_VIIC_PPC
Code AIOT : 0006702793

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement SABLIERE DE DESSENHEIM implanté CHEMIN DE DESSENHEIM 68600 Dessenheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIERE DE DESSENHEIM
- CHEMIN DE DESSENHEIM 68600 Dessenheim
- Code AIOT : 0006702793
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la gravière à sec et en eau, est autorisée et encadrée par l'arrêté préfectoral du 24 avril 2017. L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans. Aucune installation de traitement n'est présente sur le site.

Le rythme d'exploitation est de 230 000 t/an en moyenne (vitesse maximale de 250 000 t/an).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 1.3.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 1.11.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 1.11.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 8.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 1.11.1	Sans objet
3	Mesures ERC	Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 1.11.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière ne respecte pas le phasage prévu. La zone décapée est plus importante que celle prévue et le plan d'eau n'est pas suffisamment approfondi.

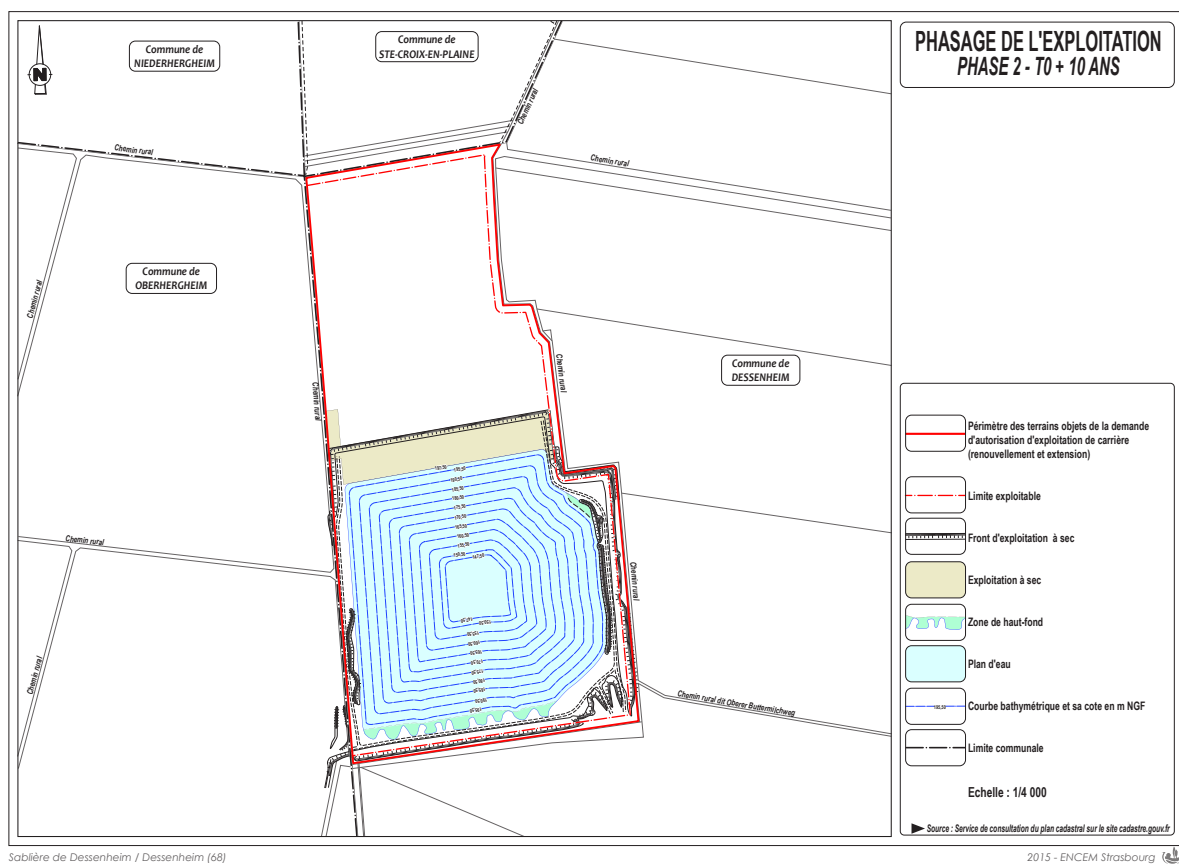
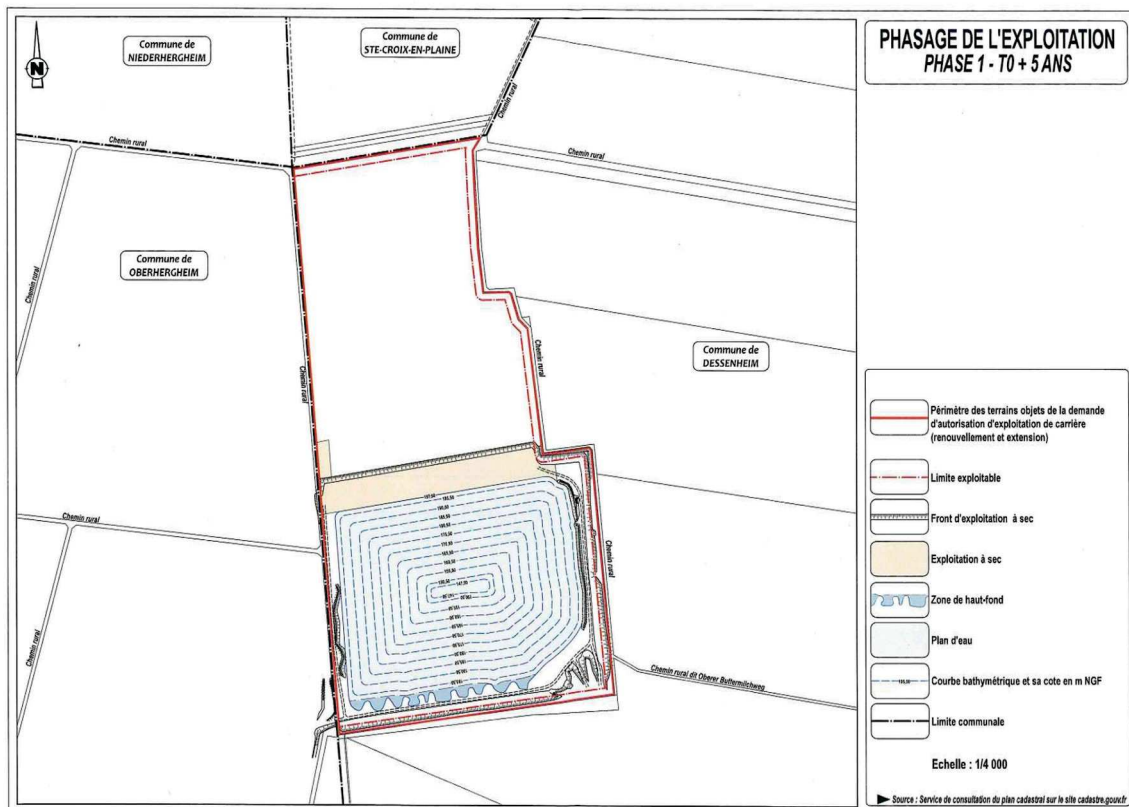
Le plan d'exploitation doit être mis à jour et complété.

S'agissant des mesures ERC, les mares (amphibiens) en partie sud du plan d'eau ne sont pas fonctionnelles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 1.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Respect du phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 1.3.1. CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le : - dossier de demande d'autorisation d'exploiter susvisé, (...)
<u>Dossier de demande d'autorisation</u> Le phasage d'exploitation prévu au dossier de demande d'autorisation de novembre 2015 (complété en mars 2016) prévoit l'avancement d'exploitation lors des 2 premières phases, suivant :

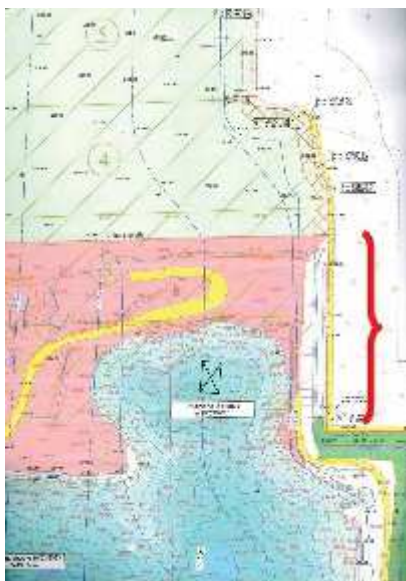


Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté un plan d'exploitation datant du 10 mars 2023.

L'exploitation de la carrière est dans sa 2ème phase sur les 6 prévues dans son arrêté d'autorisation. La première phase quinquennale étant achevée depuis le 24 avril 2022.

Il apparaît sur le plan d'exploitation que l'exploitation à sec est visiblement allée au-delà de ce qui est prévu. Le front nord est même au-delà du front prévu à la fin de la 2° phase quinquennale.



Etat de la carrière au 10/03/2023



Etat de la carrière prévue à N+10 (avril 2027)

Par ailleurs, le plan d'eau n'a pas été approfondi conformément à l'attendu. En effet, le fond du plan d'eau devrait se trouver à la côte maximum fixée dans l'arrêté préfectoral du 24 avril 2017, c'est-à-dire 147,00 mNGF (art.8.3.3).

Le relevé bathymétrique mentionné sur le plan d'exploitation présente une profondeur à 162 mNGF. Il reste donc environ 15 m de gisement à exploiter dans le plan d'eau.

L'exploitant précise que le gisement contient des plaques de calcites. Afin de percer ces couches, il a investi dans un nouveau godet (renforcé) qui lui permettra de traverser ces couches et d'atteindre le gisement restant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra préciser dans quel délai le phasage sera rattrapé. A défaut de pouvoir le faire, il convient qu'il sollicite une modification de ses prescriptions avec mise à jour des montants des garanties financières.

Des éléments sont à présenter en ce sens à l'Inspection, **dans un délai de 1 mois.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesures ERC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 1.11.1				
Thème(s) : Risques chroniques, MR1				
Prescription contrôlée :				
MR1 mise en place de zones de repos pendant la nidification (avifaune)	Sterne pierregarin Petit Gravelot	Réserver des sections de rive graveleuse de 70 m x 10 m : - en bordure Est de plan d'eau actuel (parcelles 2, 4, 5 et 7), - en bordure Sud du plan d'eau (parcelle 7), - en angle Sud/Est du plan d'eau (parcelle 7). (...)	Rives Est et Sud cernant le plan d'eau (sur les parcelles 2, 4, 5 et 7)	Dans le délai de 3 mois à compter de l'autorisation d'exploiter
		Structurer la berge en créneaux à sec restant à l'état graveleux et réaliser des zones de hauts fonds (**)	Au Sud du plan d'eau (parcelle 7)	
		Mise en place de 3 radeaux à Sternes	Partie Sud du plan d'eau (parcelle 7)	
	(...)	(...)	(...)	(...)
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite il a été constaté la présence de zones graveleuses en partie Sud et Est du plan d'eau (cf. PHOTO 1 et 2 en annexe). Il a été constaté, l'existence de « créneaux » dans la berge en partie sud du site (cf. PHOTO 3 en Annexe). Il a été constaté la présence de 3 radeaux dans la partie Sud du plan d'eau (cf. PHOTO 4 en Annexe).</p> <p><u>Bilan Écologue du suivi de site 2023</u></p> <p>Le suivi écologique conclut sur ces aménagements que « les mesures en faveur du sterne Pierregarin et du Petit gravelot sont mis en place depuis 2019 et sont fonctionnels. Bien que le milieu soit favorable, leur reproduction sur le site n'est pas confirmée ».</p>				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 3 : Mesures ERC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 1.11.1			
Thème(s) : Risques chroniques, MR2			
Prescription contrôlée :			
MR2 conservation du Tamarin d'Allemagne (espèce végétale)	(...) - transfert de plans (depuis le secteur Sud-Ouest) vers la rive Est à sec (parcelles 5 et 7) à partir de jeunes plantules, si les actuelles stations (Sud-Ouest) doivent être détruites.	Rive Sud-Ouest (parcelle 7) à sec du plan d'eau. Rive Sud du plan d'eau Rive Est du plan d'eau	Dans le délai de 3 mois à compter de l'autorisation d'exploiter

		(parcelles 5 et 7)	
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué la présence de plusieurs plants de Tamarin d'Allemagne sur la rive sud du plan d'eau (cf. PHOTO 5 en Annexe).</p> <p>L'exploitant précise que des plants avaient été transférés vers la rive Est, il y a plusieurs années.</p> <p><u>Bilan Écologique du suivi de site 2023</u></p> <p>Le suivi écologique indique sur ce point que « une dizaine de plants âgés ont été transplantés en 2023. De plus, on observe une cinquantaine de plantules qui attestent de la dynamique de l'espèce sur le site ».</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>			

N° 4 : Mesures ERC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 1.11.1			
Thème(s) : Risques chroniques, MR4			
Prescription contrôlée :			
MR4 valorisation des nouveaux talus pour une évolution vers des pelouses sèches avec des ensemencements appropriés et des plantations de groupement arbustifs	Ensemencement de talus et merlon périphérique (Bromus erectus et fenasse de pelouses bien fleuries d'origine de la plaine du Rhin)	Le merlon périphérique, la banquette et le talus, en partie Est (parties Renouveau et Extension) et le talus Nord	<p>Dans un délai de 1 an pour le talus, le merlon périphérique et la banquette en partie Est des parcelles 5, 6 et 7.</p> <p>Dans un délai de 1 an après réalisation du talus à sec en partie Est des parcelles 4, 2 et 1 et de la partie Nord de la parcelle 1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté sur le talus de la partie Est de la zone déjà exploitée (parcelles 7, 6 et 5 cf. plan parcellaire en Annexe), la présence d'herbe et d'arbustes (cf. PHOTO 6 en Annexe). Le talus n'a pas encore été créé sur les parcelles 1 et 2.</p> <p><u>Bilan Écologique du suivi de site 2023</u></p> <p>Le suivi écologique indique sur ce point que « des ensemencements du talus est des parcelles 6 et 7 ont été réalisés en 2018/2019. Le talus Est de la parcelle 4 (partie nouvellement exploitée) a étéensemencé en mai 2021.</p> <p>Plusieurs recommandations sont faites afin de maintenir le milieu fonctionnel. En, particulier, des fauches afin d'éliminer les espèces invasives types ronces et encourager les espèces prairiales. Des ensemencements et des plantations arbustives sont à prévoir ».</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assurera de suivre les recommandations faites par l'écologue et informera l'inspection de la réalisation ou de la planification de ces travaux.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>			

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 1.11.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Amphibiens			
Prescription contrôlée :			
Amphibiens (***)	Création de zones de hauts fonds (**) en créneaux. Aménagement de mares en eau sur les terrains à sec de la rive. Mettre en place des merlons de tout-venant de 0,50 à 1m de hauteur, réglés en pente douce, pour éviter la communication des mares avec le plan d'eau.	Berge Sud du plan d'eau (parcelle 7)	Dans le délai de 3 mois à compter de l'autorisation d'exploiter
	Création d'aménagements spécifiques pour le Crapaud calamite : flaques/mares/ dépressions peu profondes (...) au Sud du plan d'eau <u>mais déconnectées du plan d'eau et protégées par des merlons de tout-venant de 0,50 à 1 m de hauteur</u> , réglés en pente douce, pour éviter la communication des mares avec le plan d'eau. (...)	Sur les terrains de berge à sec en angle Sud-Est de la parcelle 7	
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, il a été constaté l'existence d'aménagement en créneau dans la berge sud du plan d'eau. Ces aménagements n'étaient pas déconnectés du plan d'eau (cf. constat n°2) (cf. PHOTO 3 en Annexe).</p> <p>Il a cependant été constaté plus au sud à quelques mètres de la berge plusieurs mares déconnectées du plan d'eau (cf. PHOTO 7 en Annexe). Plusieurs espèces étaient présentes le jour de l'inspection (cf. PHOTO 8 et 9 en Annexe).</p> <p>Il a été constaté l'existence de flaques dans la partie sud-est du site (cf. PHOTO 10 en Annexe). Celles-ci n'étaient pas protégées par un merlon. Il n'est pas proposé de suite à ce stade car, selon le bilan écologue repris ci-dessous cette zone dans cette configuration semble être favorable. Cependant, il est attendu de la part de l'exploitant soit la mise en conformité par l'aménagement d'un merlon de protection, soit des éléments techniques justifiant que la zone ne nécessite pas d'être transformée. Dans ce cas, l'avis de l'exploitant sera appuyé par l'expertise d'un écologue.</p> <p><u>Bilan Écologue du suivi de site 2023</u> Le suivi écologue indique sur ce point que « la prospection faite en mai 2023, n'a pas permis de conforter la présence ni la reproduction du crapaud calamite. Le bilan conclut à la difficulté d'anticiper le niveau d'eau. Les mares étaient à sec à cause de la sécheresse. Les flaques situées dans la zone au Sud-Est du site semblaient toutefois être les zones les plus favorables par alimentation en eau pluviale ».</p>			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant			
Proposition de délais : 1 mois			

N° 6 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2017, article 8.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour et contenu
Prescription contrôlée : Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté. Sur ce plan sont reportés : * (...), * les aménagements spécifiques de développement de la biodiversité tels qu'ils sont définis à l'arrêté d'autorisation d'exploiter (art. 1.11) et au plan de remise en état final, * (...)
Constats : Le plan d'exploitation (levée par un géomètre le 10 mars 2023) ne présentait pas l'ensemble des éléments prescrits à l'article 8.5. En particulier, les aménagements pour les batraciens (les mares déconnectées du plan d'eau sur la berge sud et les flaques situées au coin Sud-Est du plan d'eau) ne figuraient pas sur le plan. Ceci constitue un Non-respect de l'article 8.5 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2017. En outre, bien que ce constat ne soit pas exhaustif, il appartient à l'exploitant de s'assurer de la présence de l'ensemble des informations réglementaires prévues par l'article précité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois